



Objet: Programme d'achat d'obligations d'entreprises de la BCE

Bruxelles, le 11 Avril 2017

Chers candidat(e)s à la présidence de la République,

Au moment des élections présidentielles, nous souhaitons attirer votre attention sur le programme d'achat d'obligations d'entreprises de la Banque Centrale Européenne. Ce programme fait partie de la stratégie de "quantitative easing" (QE), via laquelle la BCE fait usage de son pouvoir de création monétaire pour racheter massivement des dettes publiques et privées, afin de relancer l'inflation en zone euro.

En Juin 2016, la BCE a élargi la liste des actifs éligibles au QE pour inclure les obligations d'entreprises (programme CSPP). Depuis lors, les banques centrales nationales de l'Eurosystème ont acheté directement plus de 75 milliards d'obligations d'entreprises, dont de grandes entreprises multinationales basées en France telles que Bouygues, Total, Renault, Pernod-Ricard, Thalès et d'autres.

Avec 70 ONGs européennes¹, nous questionnons la légitimité et l'efficacité de ce programme pour trois raisons.

Tout d'abord, **le manque de transparence de ce programme est flagrant**. Sous les directives de la BCvE, la Banque de France refuse de publier le montant détaillé de ses achats, se contentant de publier la liste des actifs détenus par l'Eurosystème. Il est donc impossible pour les citoyens de connaître dans quelle mesure les entreprises sont financées à très bas coût par la BCE. Ce manque de transparence n'est pas digne d'une institution publique européenne telle que la BCE et de notre Banque de France.

La logique économique du programme est également contestable. Bien que les critères de sélection des actifs utilisés par la BCE ne soient pas connus du grand public, la BCE explique que la liste des obligations éligibles est avant tout liée à des indicateurs financiers. **De ce fait, ce programme exclue les PME, alors même que ces entreprises sont les plus susceptibles de créer des emplois**. A l'inverse, les grandes entreprises bénéficient déjà de conditions de financement extrêmement favorable dans le contexte de taux négatifs. Elles n'ont donc pas besoin d'un soutien supplémentaire de la BCE. A nos yeux, la BCE provoque ainsi une distorsion du marché des capitaux.

Autre conséquence de l'étroitesse des critères de la BCE, il semble qu'**une très large partie du programme soit orientée vers des entreprises dont les responsabilités sociales et environnementales sont douteuses** telles que les constructeurs automobiles ou les industries pétrolières. Les obligations de Shell, par exemple, ont été achetées à onze reprises. Pire, la part des « industries fossiles » dans les achats d'obligations de l'Eurosystème a pu aller jusqu'à 68% du total des achats alors que très peu d'investissements dans les énergies renouvelables ont été réalisés². Quelques mois après la signature de l'Accord de Paris sur le climat, il semble essentiel que toutes les institutions européennes, y compris la BCE, jouent leur rôle dans cet enjeu majeur de société.

1 <http://qe4people.fr/2017/03/08/stop-aux-subventions-climaticides-de-la-bce/>

2 <https://corporateeurope.org/economy-finance/2016/12/ecb-quantitative-easing-funds-multinationals-and-climate-change>

Au regard de ces éléments, nous souhaitons connaître vos positions sur nos deux propositions :

- 1. Demande de transparence:** Vous associez-vous à notre demande que l'Eurosystème publie la liste détaillée des obligations détenues dans ses comptes ? Une telle transparence permettrait aux citoyens de se faire une idée plus claire de l'impact environnemental et économique des interventions de la BCE dans le cadre de ce programme.
- 2. Prise en compte de critères sociaux et environnementaux:** Vous associez-vous à notre proposition d'élargir les critères de sélection des obligations, afin d'inclure des critères sociaux et environnementaux ? Une telle méthodologie serait plus efficace pour relancer les secteurs de l'économie qui sont réellement créateurs d'emplois et qui contribuent à un développement économique respectueux de l'environnement.

Ces éléments nous semblent essentiels pour garantir une meilleure efficacité de la politique monétaire de la BCE, et contribuerait à améliorer la redevabilité de la Banque de France et de la BCE auprès des citoyens.

Restant à votre disposition pour vous informer davantage sur les implications de ce programme, nous vous remercions par avance et vous prions d'agréer l'expression de notre haute considération.

Stanislas Jourdan
Coordinateur de la campagne

Organisations signataires:

Collectif Roosevelt
ATTAC-France
Les Économistes Atterrés
Notre affaire à tous



La campagne «quantitative easing pour le Peuple» représente une coalition de 20 organisations de la société civile à travers l'Europe et est soutenue par plus de 100 économistes. Notre mission est de promouvoir des formes alternatives de politique monétaire afin de relancer la croissance, l'emploi et l'investissement durable.

www.qe4people.eu | @qe4people | facebook.com/QE4People | stan.jourdan@qe4people.eu | +32 489 70 10 86